

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépôt légal : à parution

N°1116 du 28 avril 2012 | www.libres.org

Hebdomadaire 1,50 €



SOMMAIRE DU N°1116

EDITORIAL : Eviter le pire pp. 1-2

CONJONCTURE : La Sécu aux oubliettes... pp. 3-4

ACTUALITÉ : Les télévisions sont d'une rare objectivité p. 4 - L'islam et la croissance économique p. 5 - Nous sommes étouffés par la société de spectacle p. 5 - Mario Draghi confirme son choix en faveur de l'inflation p. 6 - Pour un parti libéral démocrate p. 6

PORTRAIT : René Girard (1923-) p. 7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Eviter le pire

Nous, libéraux, n'aurons pas le meilleur, mais nous pourrions éviter le pire.

Je livre à votre réflexion le texte d'une pétition qui a déjà recueilli la signature d'un certain nombre d'économistes qui ont en commun de ne pas appartenir à quelque formation politique que ce soit, et qui se prononcent donc sur « le programme socialiste destructeur ».

« Le programme de François Hollande et de ses amis socialistes repose sur des illusions démagogiques, mais illusoire et destructrices : augmenter le SMIC au lieu de libérer les énergies, punir les riches au lieu d'inciter tout le monde à l'effort productif, dépenser pour stimuler la croissance (en fait pour acheter

des clientèles) au lieu d'utiliser au mieux les ressources. Le socialisme n'a jamais réussi, sous sa forme extrême - le communisme - comme sous sa forme plus modérée - la social-démocratie. Il est en effet incontestable que la prospérité est étroitement corrélée au degré de liberté économique.

« Comment peut-on encore, au XXIème siècle, après des décennies et des siècles de réflexion et d'expériences, croire à des recettes qui relèvent plus de la magie incantatoire que de la science ? Comment peut-on croire que l'Etat peut manipuler l'économie comme le ferait un conducteur de locomotive en poussant quelques manettes ? >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Eviter le pire (suite)

Comment peut-on imaginer qu'il suffirait de fabriquer ex nihilo des unités monétaires irréelles pour que les hommes se mettent à produire plus ? Comment croire qu'un Etat peut promouvoir la croissance par le seul fait qu'il dépense plus, sans se rendre compte qu'il prélève par l'impôt ou par l'emprunt les ressources nécessaires à ses gaspillages et à ses dépenses démagogiques ?

“ La croissance ne se décrète pas ”

« La croissance ne se décrète pas, elle est le résultat non planifiable des décisions et des actes innombrables d'individus capables d'efforts et d'imagination. Mais pour cela il est indispensable de ne pas freiner leurs élans par des contraintes réglementaires paralysantes ou des impôts spoliateurs. C'est dire que la politique socialiste qu'un François Hollande ferait si, malheureusement, il accédait au pouvoir suprême, avec le soutien de ses alliés inévitables - communistes et écologistes - ne pourrait produire que la stagnation économique, un chômage et une pauvreté accrus, un endettement public insupportable.

« Il est tragique de penser qu'on peut améliorer le sort de certains en punissant et en spoliant les autres. Nous sommes tous solidaires dans une société humaine et il est dans l'intérêt de tous d'inciter chacun à donner le

meilleur de lui-même. La France souffre depuis des décennies – et plus particulièrement depuis la désastreuse élection de François Mitterrand – d'une faible croissance, d'un chômage élevé, mais aussi du manque d'espoir qui frappe en particulier les plus jeunes. Malheureusement, nous ne sommes pas sortis du socialisme, des socialistes de droite ayant succédé aux socialistes de gauche. Pour rendre l'espoir aux Français, il n'y a qu'une solution : sortir du socialisme. Y rentrer plus profondément ne pourrait être qu'une funeste erreur...

« Les signataires s'engagent en tant qu'économistes professionnels et n'appartiennent à aucun parti politique ».

“ Il n'y a qu'une solution : sortir du socialisme ”

Certes, cette déclaration peut conduire certains à s'abstenir, parce qu'ils se diront que tant qu'à avoir un socialisme autant qu'il soit fait par des socialistes et qu'il dise son nom, alors que depuis quelques années il est de bon ton de passer au débit de « l'ultra-libéralisme » ce qui est en fait le « socialisme de droite » que vise le texte. Mais s'abstenir, dans l'arithmétique électorale actuelle, c'est voter Hollande, c'est pratiquer la politique de la terre brûlée. Faute du meilleur, voulons-nous avoir le pire ?

Je déteste en tous cas l'indé-

cente agressivité à l'égard de ceux qui ont voté « autrement » ou qui se sont abstenus au premier tour. Beaucoup l'ont fait pour des raisons fort nobles et respectables. Certains ont fait savoir qu'ils n'ont rien trouvé de libéral dans la politique de Sarkozy, ni même dans l'essentiel de son programme. Certains ont affirmé leur attachement aux valeurs morales et chrétiennes de la France, qui sont plus réelles que celles « de la République » dont on nous rebat les oreilles. Certains ont exercé un « devoir de mémoire » pour toutes les victimes de la dramatique perte de l'Algérie Française. Il ne s'agit donc pas de Français de seconde zone, indignes de participer à un choix qui engage leur sort pour les cinq ans à venir – et cinq ans c'est bien long.

“ Voter pour un sursis, voter pour un sursaut ”

Mieux vaut un sursis qu'une condamnation à mort. Encore une minute, monsieur le bourreau. Pendant ces cinq minutes, nous pourrions peut-être convaincre nos compatriotes des erreurs fatales du passé et les persuader qu'il y a un espoir.

Jacques Gareilo

LA SECU AUX OUBLIETTES...

La campagne électorale touche à sa fin, nous sommes maintenant dans l'entre-deux tours, et à ce jour l'on ne peut que constater l'absence de certains thèmes, pourtant parmi les plus importants. Le plus grand absent, vainqueur indiscuté de la discrétion des dix candidats du premier tour, c'est la Sécurité Sociale. Il suffit de relire la chronique des cent jours publiée par la Nouvelle Lettre et libres.org pour s'en persuader. Les candidats n'avaient-ils donc rien à dire sur le sujet, ou le sujet leur a-t-il semblé futile?

Le trou de la Sécu ? Connais pas !

En dehors de quelques propositions à la marge, sur certains allègements de charges ou sur la TVA sociale, il n'a guère été question de la Sécurité Sociale pendant cette campagne. Les plus naïfs se diront que c'est parce qu'elle a été sauvée. Les plus lucides constateront que le sujet n'est pas abordé parce qu'il fait consensus entre les candidats, dont aucun ne veut remettre en cause « notre modèle social que le monde entier nous envie ». Les plus libéraux diront que le sujet nécessite tant de décisions courageuses qu'il valait mieux, électoralement parlant, le mettre sous le tapis.

Le fait est là, et nous partageons l'opinion du journal Le Monde qui titrait fin mars : « Le trou de la Sécu, urgence oubliée de la campagne ». Avec cette précision : « A la Cour des comptes et chez les analystes, on s'inquiète de la gravité de la situation et du silence des politiques ». La gravité n'est pas nouvelle : voilà des décennies que la Sécu est en déficit, qu'on assiste régulièrement à son « sauvetage », consistant à augmenter les cotisations et à réduire les prestations. Chaque sauvetage, qu'il s'agisse des retraites ou de l'assurance maladie, en annonce un suivant : on retrouve vite le chemin du déficit.

La réforme des retraites est devant nous

Pour les retraites, la Nouvelle lettre en a parlé souvent et Jacques Garello et Georges Lane ont

publié sur ce thème une « somme » sans appel : « Futur des retraites et retraites du futur », en trois tomes, regroupés ensuite en un tome unique « Réforme des retraites : une approche scientifique » (IREF) : les Français sont persuadés que les retraites ont été sauvées par les réformes Sarkozy, auxquelles la gauche et les syndicats étaient opposés. Retarder l'âge de la retraite ne suffira pas à sauver le système par répartition, condamné par sa structure pour mille raisons, dont la plus évidente est d'ordre démographique : recul de la natalité et allongement de l'espérance de vie conduisent à un déséquilibre croissant entre cotisants (les actifs) et les bénéficiaires (les retraités).

Le Président sortant n'en parle pas, car il se vante d'avoir sauvé le système, alors qu'au mieux il n'a qu'un peu retardé les échéances ; le déficit est toujours là en 2011 (6 milliards) et ira croissant. Quant à François Hollande et ses alliés, ils veulent remettre en cause une partie de sa mini-réforme, ce qui aggraverait encore le déficit et précipiterait la chute.

Finalement, personne ne dit la vérité : si l'on reste dans la répartition, il faudra retarder de plus en plus l'âge de la retraite (nos partenaires en sont à 65 ou 67 ans) mais, les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'échéance fatale tombera tôt ou tard. Tant que l'espérance de vie continuera (et c'est heureux) à s'allonger, tandis que le refus de la vie freinera la natalité, le système par répartition ne trouvera jamais son équilibre, coûtera de

plus en plus cher et il faudra sans cesse retarder l'âge de départ en retraite. Seul un système par capitalisation, parce que l'argent placé fructifie, peut résoudre ce problème des retraites. Qui le dit ? Le sujet est tabou en France, en dépit des expériences étrangères. Silence radio.

L'assurance-maladie : un déficit famineux

Du côté de l'assurance maladie, la situation est tout aussi critique. Le déficit était de 4,4 milliards en 2008, 10,6 milliards en 2009, 11,6 milliards en 2010. Pour 2011, on annonçait 9,6 milliards de déficit, mais finalement celui-ci a été de 8,6 milliards. Comment analyser comme un bon résultat un déficit qui est un peu plus faible que prévu ? En fait, les prévisions étaient fausses et il n'en reste pas moins que 8,6 milliards, c'est gigantesque. Le Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie parle d'une situation financière qui « traverse de nouveau une période extrêmement critique ». Les syndicats et les politiques ferment les yeux et seul le MEDEF a estimé que l'assurance-maladie est « au bord de la faillite ».

Les seules réformes envisagées portent sur la limitation des honoraires libres des médecins (secteur 2), comme si les médecins étaient responsables du déficit et comme si des prix administrés pouvaient réguler un système, alors que seuls des prix libres permettent d'adapter des prestations de qualité aux besoins des patients. >>

La Sécu aux oubliettes... (suite)

L'Etat a nationalisé une large part du secteur de la santé, et contrôle étroitement le secteur privé ; l'assureur est unique, obligatoire et monopolistique : qui dénonce ces dérives ? On laisse filer les déficits et on continuera comme par le passé à essayer de les combler en augmentant les cotisations et en réduisant les prestations. Qui a posé le problème ? Qui a envisagé autre chose que la fuite en avant ? A quoi sert une protection sociale de plus en plus ruineuse et de moins en moins protectrice ?

La Sécu au coeur du prochain quinquennat

Toutes ces questions vont se poser très vite, maintenant ou après les législatives. L'urgence est de dire la vérité aux Français sur la situation très dégradée de leur chère Sécu. Le déficit demeure une notion macro-économique abstraite pour les citoyens maintenus dans l'ignorance. Ils ne savent pas qu'un déficit signifie un emprunt, donc de nouveaux impôts et de nou-

velles cotisations. Etre en déficit, cela veut dire que nos dépenses de santé d'aujourd'hui ne sont pas payées par nous, mais le seront par nos petits-enfants demain. Est-ce raisonnable ? Est-ce moral ?

Accroître les cotisations ou « dérembourser » n'est pas une solution. Mais nous avons les prélèvements obligatoires (Impôts et cotisations sociales) parmi les plus élevés du monde : ils dépasseront l'an prochain les 45% du PIB : la moitié de nos revenus va aux administrations publiques et à la Sécu. De plus, ce sont de nouveaux impôts qui menacent : pendant la campagne on a pratiqué la surenchère fiscale. Qui sait que les Français travaillent « pour l'Etat » jusqu'au mois de juillet ? Qui a parlé du salaire complet et de la feuille de paie vérité, proposés par Axel Arnoux et l'ALEPS ? Pourquoi mentir aux Français sur le coût de la Sécu ?

Avec le poids des dépenses publiques (56% du PIB), cela plombe notre compétitivité et

accroît notre inefficacité. La seule solution est de réduire les dépenses, de dix points supérieures à celles de l'Allemagne. Comment ? Par la concurrence, la privatisation et la responsabilisation.

On dira que ce n'est pas « social » ? Mais le système est moribond et pénalise les personnes aux revenus les plus modestes. Il est condamné, parce que bureaucratique et monopolistique. Pourquoi ne pas essayer la liberté, pour les retraites comme pour la santé ? Le pire choix, c'est le non-choix : garder le système actuel, attendre la faillite, en espérant qu'elle interviendra après la prochaine échéance, est-ce social ? « Après moi le déluge ». Mais le prochain Président et sa majorité seront vite rattrapés par la réalité : la Sécu sera l'un des grands sujets du prochain quinquennat.

Jean Yves NAUDET

Les télévisions sont d'une rare objectivité

Plus précisément : leurs journalistes sont rarement objectifs

Peut-être les journalistes des diverses chaînes volent-ils au secours de la victoire. Ils espèrent une promotion en cas de venue de la gauche au pouvoir ; et certains auraient même, dit-on, des convictions – de gauche. Ils ne font donc que suivre l'exemple de grands esprits comme Jacques Attali, Martin Hirsch, Corinne Lepage, et autres, naguère choyés par l'Elysée : les rats quittent le navire.

Mais on a tout de même du mal à admettre une télévision où les présentateurs vont de la phrase insidieuse

à la propagande scandaleuse pour démolir Sarkozy et encenser Hollande. Les téléspectateurs de France 2 ont été particulièrement gâtés. Le plus époustouflant : un motard de la chaîne frappant au carreau de la voiture de Nicolas Sarkozy le soir du premier tour, sans succès, ce qui lui permet, une fois arrivé à la Mutualité, de commenter : « c'est comme au Fouquet's en 2007 ; il n'avait pas voulu répondre mais en 2007 Sarkozy avait gagné » ! Le sourire narquois de Roland Sicard (Télé Matin) interviewant Henri Guaino tranche avec l'attitude compréhensive et coopé-

rative quand il reçoit François Hollande. Et ce sont toujours les mêmes plats que l'on repasse : François Bayrou, naguère vilipendé, accède à la notoriété pour avoir déclaré que Sarkozy a validé les thèses du Front National. Que n'a-t-on dit sur Sarkozy et le FN ! Laurence Ferrari, qui est pauvre et défend les pauvres sur TF1, n'a cessé de harceler le Président candidat sur la chasse à l'électorat de Marine Le Pen – il vaut mieux passer sous silence la chasse aux staliniens de François Hollande. Le « quatrième pouvoir » s'en donne à cœur joie. •

L'Islam et la croissance économique

La Société du Mont Pèlerin tire les leçons des printemps arabes

Nous avons annoncé la semaine dernière la tenue d'un meeting spécial tenu à Fès par la Société du Mont Pèlerin, aréopage des intellectuels libéraux fondé par Hayek. Organisé par Pascal Salin et le Président de l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Esserhim Farissi, ce congrès a tenu toutes ses promesses. Il a accueilli des hôtes de marque, dont le dernier prix Nobel de littérature, Mario Vargas Llosa, et le Président tchèque Vaclav Klaus. Beaucoup de jeunes économistes (souvent formés à l'Université d'Aix) sont intervenus pour dire leur espoir de voir l'Islam s'ouvrir totalement aux idées de la liberté.

Le constat est pourtant décevant : les printemps arabes n'ont tenu aucune des promesses de libéralisation,

et les partis islamiques en ont tiré tous les bénéfices. Certains de ces partis sont modérés et tolérants (c'est le cas au Maroc), mais la plupart sont intégristes, voire totalitaires. En fait les printemps étaient une réaction contre la pression de l'Etat, parce que (comme l'a exposé le professeur Mamadou Koulibaly, ancien président de l'Assemblée Nationale Ivoirienne) la décolonisation a consisté à transférer la propriété aux nouveaux Etats « libérés », à aucun moment la propriété privée et la liberté économique n'ont été respectées. Il n'y a jamais eu place pour l'entreprise ni l'entrepreneur, le népotisme et la corruption ont triomphé.

Est-ce la religion musulmane qui a accentué cet état de fait, et coupé les pays arabes de la

démocratie et de l'économie libre ? Le conservatisme coranique, organisé depuis 1017, a figé l'élite et rompu avec le développement économique d'un Islam qui commerçait avec l'Europe. Dès lors seul le pouvoir politique a compté et aujourd'hui il contrôle tout.

Comment faire évoluer les choses ? Par l'éducation et la formation. La création d'écoles libres et de think tanks efficaces est nécessaire. Les jeunes Marocains s'y emploient dans leur pays. Ils traduisent en arabe les grands classiques libéraux et publient beaucoup de rapports sur la situation des économies arabes. C'est un devoir de la communauté libérale mondiale de les accompagner dans leurs efforts. •

Nous sommes étouffés par la société de spectacle

C'est le regard que Mario Vargas Llosa porte sur la culture « démocratisée »

Au cours du meeting de la Mont Pèlerin, Mario Vargas Llosa s'est interrogé sur les faux enthousiasmes et les faux prophètes qui sont nés avec les printemps arabes. Il n'y a là que symptômes de la « société de spectacle » dans laquelle nous vivons. Le paraître a supplanté l'être. La forme fait oublier le contenu.

L'origine de cette société est la démocratisation de la culture. Au prétexte de s'adresser au plus grand nombre on a abaissé le niveau culturel. Alors que la culture est l'héritage profond d'une communauté, on l'a travestie en succession d'événements spectaculaires. La nouvelle culture a ses stars, les vedettes de la télévision, de la

scène, du sport et de la politique. Loin d'enraciner les êtres humains, la culture les désespère aujourd'hui et le nombre de drogués, surtout chez les jeunes, en est l'un des signes les plus inquiétants. Au lieu d'être libérés, ils deviennent des esclaves. Le sens de la responsabilité personnelle disparaît rapidement.

Cette période est aussi celle du laïcisme, que l'on veut substituer à la religion, mais qui constitue une religion en soi. Jamais les sectes n'ont été aussi nombreuses. Le sexe est devenu un sport ou un passe-temps, c'est un sexe animalier, dépouillé de tout amour.

La presse est l'instrument de

cette pseudo culture. Les journalistes se complaisent dans le vil et le vice. Un magazine comme Olla fait sa réputation sur les histoires de divorces, de « familles » recomposées, la violation de la vie privée est payante. Tout comme est payant le catastrophisme, le sensationnel qui fait froid dans le dos.

Peut-on se prémunir contre la société de spectacle ? Là encore, c'est affaire d'éducation, mais les systèmes scolaires publics ne remplissent pas cette mission. La vraie culture sera remise en honneur par des hommes libres, qui témoigneront de l'éthique et de l'esthétique et sauront les faire partager aux jeunes. •

Mario Draghi confirme son choix en faveur de l'inflation

Sa proposition de « pacte de croissance » réjouit Hollande, mais aussi Sarkozy

Il n'y a pourtant pas de quoi réjouir les Européens : ils viennent de se voir annoncer un retour à l'inflation. Dans sa rubrique de conjoncture du 10 mars dernier (Nouvelle Lettre n° 1110) Jean Yves Naudet avait bien souligné le changement de politique depuis que « super Mario » est à la tête de la Banque Centrale Européenne. Il précisait notamment : « Le 21 décembre 2011, la BCE a accordé d'un coup à 523 banques 489 milliards d'euros de prêts à 3 ans. C'était inimaginable. Le keynésianisme monétaire le plus radical. Le 29 février 2012, Mario Draghi récidivait, allant encore plus loin : 529,5 milliards prêtés à 800 banques ».

L'illusion keynésienne consiste à

doper la croissance en créant un pouvoir d'achat artificiel, né non pas de quelque activité productive justifiée par un marché, mais de l'émission de monnaie. Dépenser plus pour s'enrichir : quelle merveille ! Mais les hommes d'Etat y croient car ils s'imaginent avec cela épargner le chômage à leurs concitoyens. Or l'émission de monnaie sans contrepartie réelle crée l'inflation, qui crée le chômage. La séquence est hélas connue, confirmée par l'histoire et l'analyse scientifique.

François Hollande a crié victoire : n'est-ce pas le remède miracle qu'il préconise avec ses conseillers économistes ? Jean Marc Ayrault l'affirmait : « pour réduire le chômage il faut de la croissance ». C'est

une lapalissade : pour bien se porter il faut être en bonne santé. Mais le problème est de savoir comment on obtient la croissance : elle ne se décrète pas, elle n'est pas entre les mains du pouvoir politique. Là-dessus, Nicolas Sarkozy, à juste titre, crie au voleur : voilà des mois qu'il préconise le laxisme monétaire et qu'il fait le forcing auprès de la Banque Centrale et cherche à vaincre les réticences de ses amis allemands : la France veut que la BCE joue un rôle de « prêteur en dernier ressort ». Voilà au moins un point sur lequel les deux candidats sont d'accord. Remercions super Mario d'avoir rassemblé la classe politique française. Le peuple, lui, se serrera la ceinture et perdra ses emplois. •

Pour un parti libéral démocrate

Titre d'une remarquable analyse de Philippe Némó dans « Valeurs Actuelles »

Valeurs Actuelles est l'un des rares magazines qui ne diffuse pas la pensée unique. Certes sa ligne éditoriale est plus proche du conservatisme que du libéralisme, mais il abrite volontiers des articles frappés au sceau du libéralisme le plus pur. C'est le cas de celui de Philippe Némó (Valeurs Actuelles du 26 avril) dont les premières lignes donnent la tonalité : « Quel que soit le résultat de la prochaine élection, il faudra renouveler l'offre politique dans le pays. Il faudra recréer un authentique parti démocrate libéral ». Philippe Némó fait le même constat que Jacques Gareilo (Y a-t-il un vote libéral, bulletin de l'ALEPS de ce mois-ci) : le libéralisme n'a aucune expression politique, alors même qu'il existe un électorat libéral important, « aucun

des partis existants ne représente ceux qui croient en la liberté, en la responsabilité et au mérite ». Ce faisant, la France fait exception « Cette situation idéologique n'existe dans aucun autre pays comparable ». Pourquoi en est-il ainsi ? Philippe Némó, à juste titre, incrimine le système scolaire, prolongé par l'enseignement supérieur, sur lesquels marxistes et keynésiens ont fait main basse depuis la Libération. En cause également le gaullisme, qui a convergé avec le communisme « dans la critique du capitalisme et le culte de l'Etat ».

La proposition de Philippe Némó se marie avec la décision de l'ALEPS d'organiser l'Université d'Été (26-29 août) sur le thème « Libre Echange et Progrès

Social » : cette rencontre pourrait contribuer à « renouveler l'offre politique dans le pays ». Or, l'une des urgences est de mettre fin à cette vague protectionniste sur laquelle tous les candidats, sans aucune exception, ont surfé : protégeons notre patrie contre les autres. C'est la meilleure façon de masquer tous nos vices « patriotiques » : Sécurité Sociale, Education Nationale, Syndicats et Jalousie.

Oui, vivement un Parti Libéral Démocrate. Il faudra pour ce faire revoir les règles de financement de la vie politique et syndicale française, et reconquérir les médias. Némó fait aussi allusion à la barrière des médias. Mais il assure qu'on peut la forcer. Il a raison. •

René Girard (1923 -)

Le mimétisme : avoir pour être

La philosophie de René Girard, le plus grand des philosophes français vivants, mais vivant en Amérique, commence avec son thème du mimétisme, hérité d'Aristote : « L'homme a tendance à s'identifier aux autres ». Il désire atteindre quelque modèle d'humanité, réel ou imaginaire : être comme lui. Pour être comme lui, il doit accéder aux objets et aux qualités possédés par le modèle. Pour être il doit avoir. Au passage on peut observer qu'il y a là une réfutation de l'opposition si courante entre l'être et l'avoir. Mais très vite les désirs personnels vont se confronter, parce que chacun voudra les objets qui lui permettent d'être, d'être comme son modèle. Ainsi naît la crise mimétique : la lutte de tous contre tous.

La violence et le sacré

Le potentiel de violence créé par la crise mimétique doit tôt ou tard exploser. Le danger est d'autant plus grand que progressivement ce n'est plus l'objet du désir qui occupe l'esprit humain, mais le désir lui-même. On a oublié pourquoi on se bat, mais on sait que l'on se bat. Comment résoudre cette crise mimétique ? Les hommes réagissent alors en se référant à la religion et au mécanisme victimaire : offrande est faite à Dieu d'une victime pour apaiser les relations humaines. Sont alors introduits les interdits (ne pas toucher à ce qui fait naître le désir, moyen préventif que la Bible assimilera à Satan) et les sacrifices rituels (moyen rédempteur). Les sacrifices sont ceux d'animaux (la chasse est elle-même rituelle), puis ceux d'êtres humains. Apparaît alors le bouc



émissaire : la lutte de tous contre tous se transforme en lutte de tous contre un. C'est l'âne parmi les animaux malades de la peste.

La christianisme : de la victime coupable à la victime innocente

Ces « choses cachées depuis le début du monde » vont prendre un sens nouveau avec le christianisme, et particulièrement la Passion du Christ. Rares dans l'histoire sont des épisodes aussi cruels, où s'expriment toute l'injustice et toute la violence des êtres humains. Mais l'innocence du Christ sacrifié va changer tout le sens du sacré et des relations humaines. Avant le Christ la victime était coupable, elle expiait son péché. Le Christ est innocent, et c'est Lui qui rachète les péchés du monde. Le Dieu de l'Évangile n'est plus celui que l'on doit craindre et qui punit, il est le Dieu amour, infiniment bon. Le Christ n'a pas à être pardonné, puisque c'est Lui qui pardonne. Mais ce pardon ne rend pas l'individu irresponsable, tout au contraire : il n'a plus l'issue facile de faire supporter ses errements par un bouc émissaire.

C'est ce message qui depuis deux mille ans incite les hommes à assumer la responsabilité de leur liberté.

En a-t-on fini avec la violence ?

Assurément pas, dit René Girard. Ce que le christianisme a apporté, c'est la contestation sinon la fin d'un ordre social fondé sur la violence. Mais dans les faits, la violence victimaire est toujours inscrite dans les hommes. Et René Girard de montrer la galerie des portraits de boucs émissaires victimes de la crise mimétique, depuis les persécutions des Juifs au Moyen Âge jusqu'aux barbaries des régimes totalitaires (qui par hasard concernent souvent les Juifs à nouveau). René Girard condamne toutes les tentatives pour justifier ces pires hontes de l'histoire, notamment celle de Nietzsche, qui prône le sacrifice humain pour purger l'humanité de « ses déchets ». Toutefois, le message évangélique, comme la religion juive, a fait une telle place à l'individu et à sa responsabilité que les ferments de la destruction de l'ordre sacrificiel sont à l'œuvre, même si cet ordre se reconstruit par intermittence.

Pour conclure, René Girard se défend de proposer une philosophie fondée sur la foi, même s'il est profondément croyant et catholique. Sa thèse repose sur une étude rigoureuse de la connaissance et du comportement humains, d'ailleurs de nombreux biologistes ont confirmé la conformité de ses hypothèses aux mécanismes du cerveau humain récemment découverts. Les psychologues freudiens sont moins heureux... •



Jean Gilles Malliarakis

Pour une libération fiscale

Quel dommage que ce « petit livre bleu » ait été publié si près des échéances électorales ! Il y a en effet tout ce qu'il faut pour détruire le programme économique de François Hollande, sans innocenter pour autant la politique fiscale de la droite.

Cependant l'avantage d'être tard venu est qu'il traite des tout derniers débats, y compris ceux qui concernent l'impôt sur le revenu à 75 % et l'exit tax.

L'ensemble – et cela ne surprendra pas venant de Jean Gilles Malliarakis – est écrit dans un français intelligible et élégant, qui laisse la place convenue aux données statistiques, la plupart du temps issues des lois de finances ou des rapports de la Cour des Comptes.

Cet ouvrage est donc clair, complet et très convaincant. Il sera sans doute utile dans les prochaines joutes électorales et, encore mieux, dans la période de reconstruction libérale qui suivra.

Le soin le plus minutieux a été apporté à démonter le « petit livre rouge » écrit par Thomas Piketty et ses collègues du Parti Socialiste, Camille Landais et Emmanuel Saez, sous le titre « Pour une révolution fiscale ». Le PS prône la révolution, Malliarakis prône la libération. D'une façon imparable, les manipulations de chiffres et les mensonges historiques sont dénoncés. Mais surtout c'est l'incohérence des analyses et des propositions qui est mise en avant. Comment imaginer les nouveaux impôts avec la nouvelle finance, bâtie sur les ruines du capitalisme ? Quand il n'y aura plus de croissance, faute de revenus et d'épargne, qui va payer et redistribuer ? Peut-on imaginer une progressivité plus accentuée qu'elle ne l'est aujourd'hui, qui pourra supporter une charge fiscale alourdie par les nouvelles dépenses publiques ? Et enfin, quid de la dette publique ? Toutes ces questions sont traitées par Piketty (souvent avec l'aide de son collègue Chavagneux) de la manière la plus légère et la plus irréaliste qui soit. Malliarakis ne fait cadeau d'aucun détail : faites lire son IRM fiscal à votre entourage !

Mais le livre bleu balaie également tous les problèmes économiques que nul gouvernant français n'a réussi à maîtriser à ce jour, et qui seraient aggravés avec le programme Hollande. Les retraites et l'assurance maladie : l'attaque contre la répartition est bien menée. L'école ? le monopole public, coûteux, inefficace et sectaire, doit être brisé. L'euro ? Peu de chance de survivre, et le projet socialiste et étatiste de l'Europe politique n'a aucun avenir immédiat.

« On pourrait résumer ce livre à cette proposition centrale », nous dit Malliarakis à la page 62 : « Aucune politique d'augmentation de la pression fiscale et sociale ne pourra jamais créer de croissance. Les charges tuent l'embauche. L'impôt décourage l'entreprise ».

En conclusion, Malliarakis évoque certaines mesures concrètes de manière à réaliser la libération fiscale : il évoque la taxe à taux unique (qu'il appelle taxe plate) et le salaire direct (notre « salaire complet »). Il rappelle le principe de subsidiarité : ramener l'Etat à ses fonctions régaliennes, seul moyen de réduire les dépenses publiques. Dépêchez-vous d'acheter ce livre tant que la bataille est engagée.

Pour une libération fiscale, Ed. du Trident, 2012.

Les Echos

Le Quotidien de l'Economie

Impôts : on les augmente en France, ailleurs on les abaisse

La Une des Echos (jeudi 26) est consacrée à un article de Nicolas Lecaussin, directeur du développement de l'IREF, auteur avec Jean Philippe Delsol de « **A quoi servent les riches** » (Lattès). Lecaussin insiste sur l'effet Laffer : en diminuant les taux d'imposition les recettes fiscales augmentent parce que les gens deviennent plus actifs sachant qu'ils travaillent pour eux plutôt que pour l'Etat, donc il y a plus de matière imposable : affaire de multiplicande et de multiplicateur. En Angleterre, au Canada, aux Etats-Unis, les initiatives pour diminuer la progressivité débouchent sur des succès pour les finances publiques : un bon moyen pour alléger la charge de la dette et éviter d'emprunter davantage.



Euro 92 organise à l'Assemblée Nationale

**mercredi prochain 9 mai
à 18 heures**

une réunion au cours de laquelle
sera présenté le

Dictionnaire du Libéralisme,
publié chez Larousse le 11 avril.

Cet ouvrage, dirigé par Mathieu Laine, a réuni 65 auteurs, et représente près de 300 entrées : Le libéralisme y est abordé et expliqué sous toutes ses formes, dans toutes ses dimensions.

Cette « Somme libérale » sera commentée par Mathieu Laine lui-même Florin Aftalion, Jean Philippe Feldman, Jacques Gareilo, et Bertrand Lemennicier, administrateurs de l'ALEPS. Ce sera la première réunion des libéraux à Paris après les élections, et l'occasion de se retrouver.

L'entrée est gratuite, mais on doit s'inscrire avant le 9 mai par mail à euro92@noos.fr